Ban Ki-moon appelle Israéliens et Palestiniens à parvenir à une paix historique

29 novembre 2010 – A l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple Palestinien, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les dirigeants de l'Autorité palestinienne et d'Israël « à parvenir à une paix historique ».

« Je mets les deux dirigeants au défi de faire preuve d'autorité et de courage politique pour parvenir à une paix historique. La communauté internationale doit pour sa part être prête à assumer ses propres responsabilités en vue de la paix », a déclaré Ban Ki-moon dans un message adressé à l'occasion de la journée

« Que l'année qui s'annonce soit celle au cours de laquelle nous parviendrons enfin à une paix juste et globale au Moyen-Orient, sur la base des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002), 1515 (2003) et 1850 (2008), des accords antérieurs, du cadre de Madrid, de la Feuille de route et de l'Initiative de paix arabe. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour appuyer ces efforts », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon, a souligné la nécessité pour l'Autorité palestinienne « de continuer de renforcer les institutions d'un État et de lutter contre les attentats terroristes », et pour Israël « de commencer à éliminer les mesures prises dans le cadre de l'occupation ».

« Deux échéanciers critiques arriveront à terme en 2011. Premièrement, le Président palestinien Abbas et le Premier Ministre israélien Netanyahu se sont engagés à négocier un accord-cadre sur le statut permanent d'ici à septembre. Deuxièmement, l'Autorité palestinienne sera en bonne voie d'achever d'ici à août son programme sur deux ans dans la perspective de l'accession au statut d'État », a souligné le chef de l'ONU.

« À sa réunion de septembre 2010, le Quatuor a déclaré qu'un accord pouvait être obtenu dans le cadre du calendrier arrêté par les dirigeants eux-mêmes et que si l'Autorité palestinienne continuait d'obtenir de bons résultats sur le plan du renforcement des institutions et de la prestation de services publics, elle était bien placée en vue de la création d'un État à tout moment dans un proche avenir », a-t-il précisé.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien est célébrée tous les ans par l'Organisation des Nations Unies le 29 novembre, comme le prévoient les résolutions 32/40 B du 2 décembre 1977, 34/65 D du 12 décembre 1979, 60/37 du 1er décembre 2005 et d'autres résolutions pertinentes.

La date du 29 novembre a été retenue en raison de sa signification particulière pour le peuple palestinien. Ce jour-là, l'Assemblée générale a adopté, en 1947, la résolution 181 (II), connue par la suite sous le nom de résolution sur le plan de partage, qui prévoyait la création en Palestine d'un « État juif » et d'un « État arabe », Jérusalem étant placée sous un régime international spécial comme corpus separatum.

Selon le Secrétaire général « rares sont cependant les Palestiniens qui se déclarent optimistes quant à un règlement décisif, d'ici l'année prochaine ». La construction de centaines de nouvelles unités de logement a commencé dans toute la Cisjordanie et le feu vert a été donné à de nouveaux projets d'implantations à Jérusalem-Est, a précisé Ban Ki-moon.

« Cette évolution nuit gravement à la crédibilité du processus politique. Israël doit s'acquitter de ses responsabilités au regard du droit international et de la Feuille de route et geler toute activité de peuplement », a-t-il estimé.

Le chef de l'ONU s'est dit également « sensible aux préoccupations d'Israël en matière de sécurité » et a demandé « à tous les Israéliens d'avoir un regard nouveau sur l'apparition incontestable d'un partenaire de sécurité fiable sur le terrain, ainsi que sur l'attachement constant du Président Abbas au droit d'Israël à vivre dans la paix et la sécurité et à son refus de la violence et du terrorisme ».

« La situation à Gaza me semble très préoccupante. Je suis conscient qu'Israël a modifié sa politique et approuvé un nombre important de projets de l'ONU, mais cette première étape doit être suivie de l'application intégrale de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité. Israël doit permettre une

reconstruction plus vaste du secteur civil, la libre circulation des personnes et l'exportation des marchandises, et faciliter l'exécution rapide des projets. Il faut mettre un terme aux tirs de roquettes de Gaza », a indiqué le chef de l'ONU.

« Il règne un consensus international général sur la nécessité de mettre fin à l'occupation qui a commencé en 1967, de prendre en compte les préoccupations fondamentales communes en matière de sécurité et d'obtenir que la question des réfugiés soit réglée et que Jérusalem devienne à l'issue des négociations la capitale des deux États », a-t-il conclu.

Au siège de l'ONU, à New York, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien se réunit le 29 novembre de chaque année en séance extraordinaire pour célébrer la Journée internationale de solidarité.